

AFRIQUE

Massacres au Rwanda

Alors que le pays s'ouvre timidement à la démocratie, de nouvelles violences ont éclaté entre les Hutus – au pouvoir – et les Tutsis

KIGALI

de notre envoyée spéciale

« Quand on veut brûler les mauvaises herbes, on commence par les mettre ensemble » : ce dicton joliment agreste, appliqué à la communauté tutsie du Rwanda, va-t-il, longtemps encore, tenir lieu de bréviaire politique aux « ultras » du régime, opposés à l'ouverture démocratique ? Au lendemain des massacres commis dans la région du Bugesera, au sud-est de Kigali, la question, si brutale qu'elle puisse paraître, pourra difficilement ne pas être posée.

C'est en effet la première fois, dans une affaire semblable, que la responsabilité des autorités est aussi clairement avérée. Un tract aux accents violemment tribalistes, lu le 3 mars sur les ondes de la radio nationale, est « en partie » à l'origine du drame, a reconnu, lundi 9 mars, dans un entretien accordé à Radio France internationale (RFI), le premier ministre, M. Sylvestre Nsanzimana. Le chef du gouvernement a d'ailleurs précisé qu'il avait adressé un « blâme » aux responsables de cette curieuse bavure radiophonique.

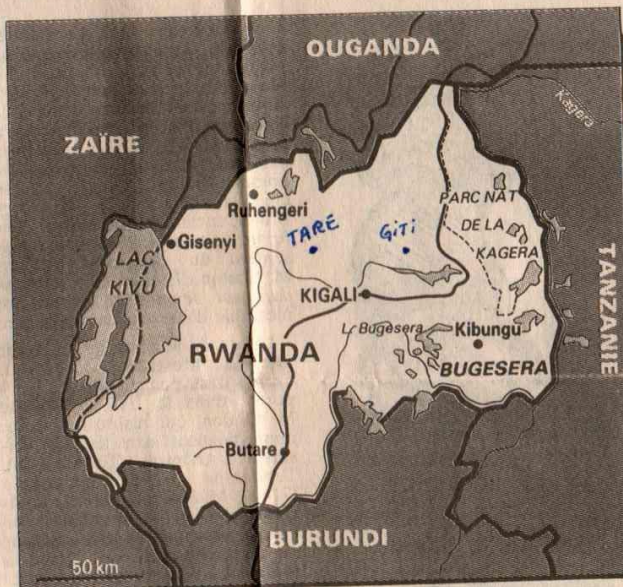
Le tract en question, faussement attribué au Parti libéral (PL, opposition), affirmait qu'une vingtaine de personnalités d'origine hutue – ethnique majoritaire au Rwanda et dominante au sein du gouvernement – allaient être assassinées. La réaction de la population ne s'est pas fait attendre. Dès le 4 mars, la « mauvaise herbe » tutsie commençait à subir la colère des assaillants hutus, les troubles s'étendant rapidement à d'autres localités du Sud-Est. Ces violences auraient fait soixante morts, selon le ministre de l'intérieur, cité le 11 mars par un diplomate, jusqu'à cent cinquante morts, selon l'opposition. Des centaines de maisons auraient été brûlées ; entre six mille et neuf mille

brumes, serait-il condamné à faire de la haine tribale une spécialité nationale ? Qu'ils soient issus de la majorité hutue ou de la minorité tutsie, nombreux sont ceux que cette idée désole. « La seule solution pour banaliser les problèmes ethniques, c'est d'instaurer un régime démocratique », assure un militant de l'association de défense des droits de l'homme, Kanyarwanda, M. Fidèle Kanyabugoyi. Même credo chez les dirigeants de l'opposition : « Avant de penser « hutu » ou « tutsi », on doit penser « rwandais ». Notre pays doit faire sa révolution culturelle ! », renchérit pieusement un des responsables du Mouvement démocratique républicain (MDR), M. Faustin Twagiramungu.

L'« akazu » du président

A l'instar des autres partis de l'opposition, le MDR – auquel se sont ralliés nombre de dirigeants hutus de la première République, – tout comme le Parti social-démocrate (PSD) ou le PL, ne mâche pas ses mots à l'égard du gouvernement et du Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (MRNDD), l'ex-parti unique au pouvoir. « Chaque fois que des difficultés surgissent, le régime attise les sentiments tribaux et agite le spectre de la guerre civile pour se maintenir en place », précise un des chefs de file du PSD, M. Félicien Gatabazi.

Successivement ministre des travaux publics, des postes, de la jeunesse et des sports, puis des affaires sociales, M. Gatabazi est, lui aussi, d'origine hutue. « Les vraies valeurs, c'est le programme politique », insiste-t-il. Et c'est sur cette base, explique-t-il en substance, que



qu'ils sont au pouvoir : ils ont eu le temps de se chamailler ! », sourit-il.

Le président Juvenal Habyarimana, natif de la région de Bushiru, dans le nord du pays, est fréquemment accusé d'avoir donné à son régime une « coloration nordiste », qui se serait « nettement accentuée » à partir des années 80. « Dans l'état-major de l'armée, 80 % des officiers sont originaires de sa région », chuchote-t-on à Kigali. Les « hommes du président » que l'on cite le plus volontiers sont d'ailleurs tous des militaires. Et le cercle qu'ils composent serait aujourd'hui si fermé que les mauvaises langues l'ont baptisé, par dérision, *akazu*, terme qui désignait le « premier cercle » de la cour, à l'époque de la royauté tutsie.

L'instauration du multipartisme, en 1991, a donné des ailes à la

partie officielle enregistrée et d'une soixantaine de journaux privés. Cette ouverture, réelle, n'en reste pas moins fragile et limitée.

Depuis le début de l'année, quatre journalistes de Kigali, accusés d'« outrage au chef de l'Etat », auront pu méditer, en prison, sur la grandeur et les servitudes de la toute nouvelle liberté d'expression. En revanche, le journal *Kangura*, qui en appelle régulièrement au « salut du peuple bantou » et dénonce, à longueur de colonne, la « croisade » des Tutsis – ces « serpents venimeux », qui ont « vendu leurs filles-vipères aux Américains, aux Européens, et même aux Africains » – n'a jamais été inquiété.

L'opposition se plaint fréquemment de la « concurrence déloyale » du MRNDD. « Tous les dirigeants

parti au pouvoir et utilisent les moyens financiers ou logistiques de l'Etat », souligne M. Gatabazi. Selon le dirigeant du PSD, qui est pourtant un des partis les plus modérés de l'opposition, le maintien de facto de l'Etat-parti, qualifié d'« organisation tentaculaire », permettrait au pouvoir de « garder le pays sous sa coupe ».

Encore embryonnaire, l'opposition rwandaise semble soucieuse de ne pas brûler les étapes. Empreinte d'un pragmatisme et d'un sang-froid plutôt exceptionnels en Afrique, elle rêve à haute voix d'un changement en douceur, mené à petits pas légalistes. De laborieuses négociations pour former un gouvernement d'« union nationale » se sont ouvertes, au début de l'année, entre la présidence et les représentants du MDR, du PL et du PSD. Elles devaient se conclure, cette semaine, par la mise en place d'une nouvelle équipe, dirigée par un premier ministre issu de l'opposition. C'est du moins ce que l'on murmurait, il y a quelques jours encore, à Kigali. Avant que ne survienne le massacre de Kazeze.

Présence militaire française

Chargé de préparer les premières élections pluralistes, ce futur gouvernement, s'il voit le jour rapidement, aura surtout la tâche de faire cesser la guerre civile, déclenchée en octobre 1990 par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR). Une tâche cruciale pour l'avenir politique du pays, mais aussi, et peut-être surtout, pour sa survie économique. Alors qu'un début de « famine structurelle » frappe le Sud et que le sida touche déjà 30 % de la population de la capitale, les espoirs de redressement se font de plus en plus incertains.

cours sur les marchés mondiaux, connaissent une baisse inquiétante. Quant aux espoirs suscités par le développement du tourisme, ils auront été fauchés net avec le déclenchement de la guerre. En 1991, le déficit budgétaire, censé ne pas dépasser 2,6 milliards de francs rwandais, a atteint 10,5 milliards. Les dépenses de l'Etat ont monté en flèche : les effectifs de l'armée, guerre oblige, ont quasiment triplé.

Tout en se défendant formellement d'avoir des contacts officiels avec les maquisards du FPR – qui recrute essentiellement parmi les Tutsis « réfugiés » en Ouganda, – l'opposition est aujourd'hui considérée comme seule à même de régler cet épineux dossier politico-ethnique. Elle dispose, pour ce faire, de l'appui officieux des Eglises chrétiennes et du soutien théorique de la France, devenue, de par la « défection » de la Belgique, un des principaux bailleurs de fonds du Rwanda.

La présence militaire française reste importante : aux cent soixante-huit parachutistes, officiellement cantonnés à Kigali pour protéger les ressortissants français depuis un an et demi, s'ajoutent une quarantaine de coopérants militaires, chargés d'apporter formation et assistance technique aux troupes locales. « Les militaires français ne combattent pas directement, mais c'est vrai qu'ils apportent un « plus » à l'armée rwandaise », admet-on dans les milieux diplomatiques.

Paradoxalement, cette présence française est à la fois critiquée par l'opposition et saluée comme une sorte de « gage » donné au processus de démocratisation. Même ceux qui la contestent admettaient, encore récemment, qu'elle avait permis d'éviter de « trop grosses bavures sur le plan humanitaire ». La France, gendarme de la démocratie ? La formule pouvait, il y a encore dix jours, prêter à sourire. Le massacre du Bugesera risque de changer la donne.

CAUDRINE SIMON